

Les violences commises par des colons israéliens atteignent un niveau inédit

En Cisjordanie, des colons radicaux harcèlent et violentent des Palestiniens, parfois mortellement. L'atmosphère électorale en Israël pousse la droite et l'extrême droite à une attitude permissive.

DOSSIER
PAULINE HOFMANN

Aujourd'hui, des colons ont attaqué avec du gaz lacrymogène et des pierres.» Naty Hanadari est membre de l'organisation israélo-palestinienne Standing Together. Depuis un an, cet Israélien se rend régulièrement en Cisjordanie occupée, pour assurer une « présence protectrice » dans des villages palestiniens. Aux côtés d'autres organisations, il tente de faire barrage aux colons violents qui viennent harceler, voire violenter des Palestiniens et des Bédouins. Cette violence atteint aujourd'hui des niveaux inégalés, rappelle régulièrement le bureau des affaires humanitaires de l'ONU. Au point de susciter une réprobation très vocale de la part de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Allemagne dans une déclaration conjointe, le 20 août.

Le phénomène est aussi vieux que la colonisation de cette partie du territoire palestinien. Mais la frange la plus radicale du mouvement des colons a déployé sa force d'oppression comme jamais depuis que deux de ses membres ont rejoint le gouvernement de Binyamin Netanyahu en 2022. Les ministres d'extrême droite, suprémacistes juifs, Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, sont des soutiens d'une colonisation effrénée, celle-ci étant pourtant illégale au regard du droit international. « La Cisjordanie sombre dans la violence et l'instabilité depuis plusieurs années, mais la situation s'aggrave indéniablement, comme une conséquence des politiques mises en œuvre par le gouvernement israélien à l'approche des élections », ajoute Hugh Lovatt, du centre de recherches European Center for Foreign Relations.

Des milliers d'incidents, « des insultes aux meurtres »
« Ces incidents se chiffrent en milliers, allant des insultes aux meurtres », décrivent les ONG. « La grande majorité d'entre eux ne sont ni recensés ni documentés par les autorités, n'atteignant même pas les canaux médiatiques. » « Les gens préfèrent mettre la tête dans le sable », estime l'activiste Naty Hanadari. Selon le décompte de l'ONU, au moins seize Palestiniens ont été tués par des colons et plus de 2.300 blessés depuis le début de l'année. Sur la même période, trois Israéliens ont été tués et 24 blessés. Mike Huckabee, ambassadeur américain pourtant soutien de la colonisation, a qualifié les membres les plus radicaux de « terroristes », à l'instar de Ronan Bar, alors à la tête du Shin Bet, qui y voyait de « terrorisme juif ».

Le chiffre de ces victimes masque les

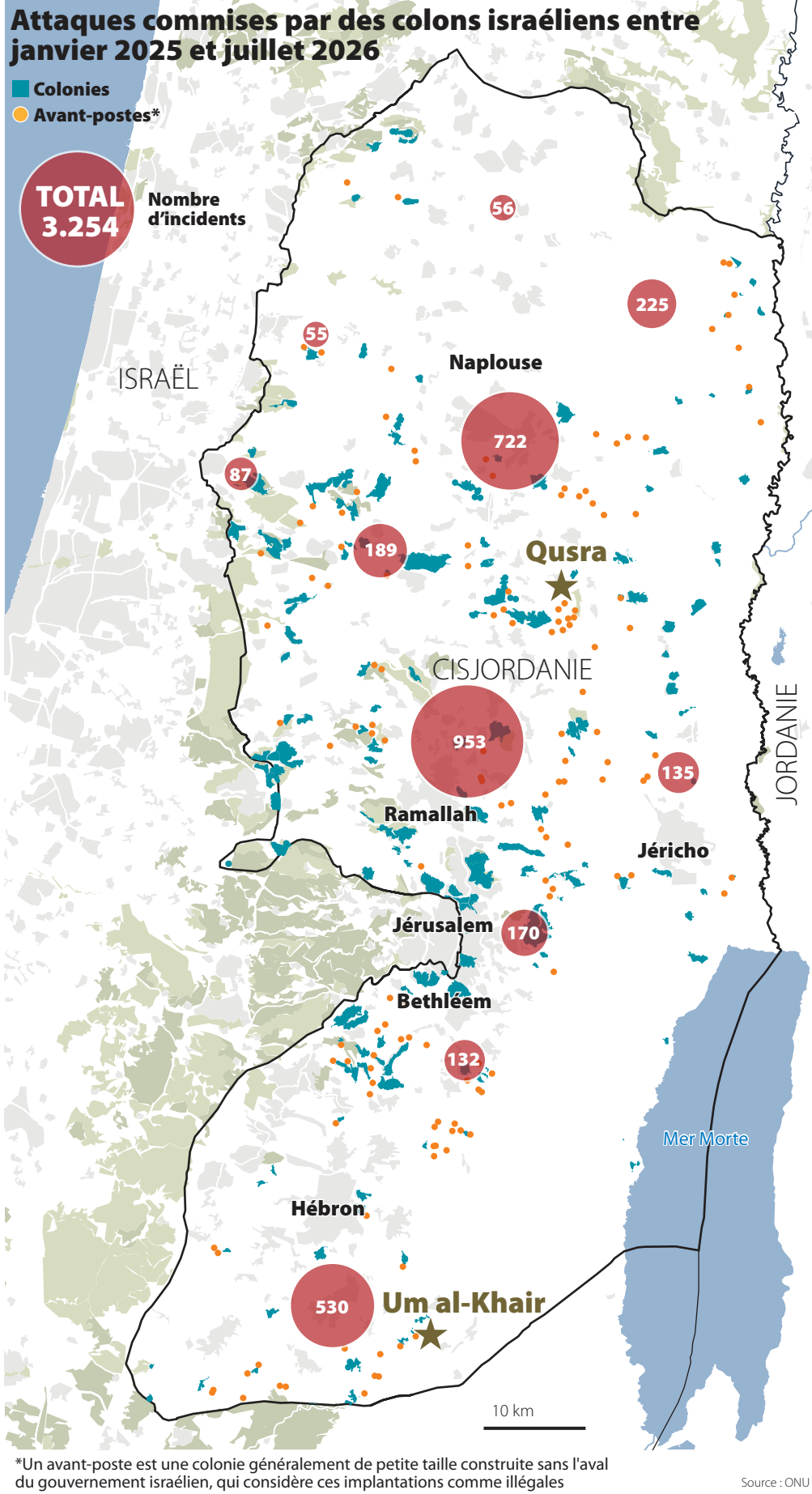
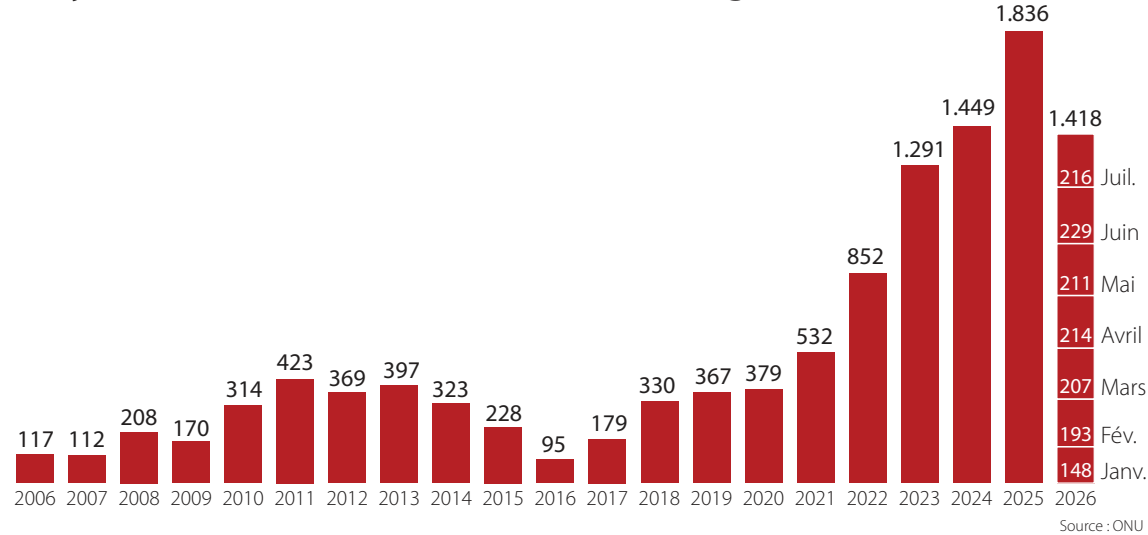
déplacements forcés de population engendrés par les violences : les Palestiniens fuient leurs terres et leurs maisons, à la recherche de sécurité. L'ONU craint une politique de nettoyage ethnique. Car en Cisjordanie, 36.000 Palestiniens ont été déplacés de force en 2025 (toutes raisons confondues). « Il existe un accord tacite au sein de la communauté des colons (...) pour se débarrasser des Palestiniens, les pousser dans les villes de Cisjordanie, détruire les petites communautés pour se débarrasser de tout le système » mis en place par les accords d'Oslo, juge Naty Hanadari. En décembre 2025, la ministre des Affaires des colonies, Orit Strock, a déclaré : « En trois ans, nous réparons trente ans de dégâts causés par les accords d'Oslo. » Cette membre de l'extrême droite israélienne vit elle-même dans une colonie.

Des craintes de nettoyage ethnique
Dans son dernier rapport, datant du mois de mars 2026, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU souligne que ces violences ont « aggravé la situation économique déjà désastreuse des Palestiniens en Cisjordanie occupée et a encore davantage compromis la jouissance de leurs droits économiques, sociaux et culturels ».

Les autorités israéliennes sont accusées d'une passivité complice à l'égard des violences, parfois mortelles, à l'encontre des Palestiniens. Elles « jouent un rôle central dans ces agissements, en les dirigeant, en y participant ou en les facilitant », tranche l'ONU. « Les mesures prises par Israël pour soutenir officiellement et officieusement la militarisation du mouvement des colons ont à la fois intensifié les violences (...) et rendu extrêmement difficile la distinction entre les violences commises par des colons et (celles) commises par l'Etat, notamment en raison du rôle croissant des "colons-soldats", dont beaucoup ont été armés, équipés et formés par les autorités publiques. » Les Nations unies dénoncent une « impunité généralisée ».

Alors que les élections se profilent pour la fin du mois d'octobre en Israël, « le gouvernement israélien cherche à consolider le soutien de sa base de droite, voire d'extrême droite, en permettant à ses colons de maximiser leurs gains dans les mois à venir », avant les élections, analyse Hugh Lovatt, créant « une sorte de plan de secours en cas de défaite de la droite ». L'expert le déplore : « Cette situation est encouragée par l'absence de réaction ferme des Américains et, comme toujours, par la timidité des Européens. »

Attaques commises par des colons israéliens contre des Palestiniens et ayant entraîné des victimes et/ou des dégâts matériels



A Qusra, des Palestiniens assiégés par des colons

Cela fait plus de deux semaines que dure le siège. Trois familles palestiniennes sont coupées du monde par des colons israéliens qui bloquent l'accès à plusieurs maisons du village de Qusra. Ils entravent les entrées et les sorties des habitants. Selon l'agence palestinienne Wafa, les trois familles assiégées souffrent de manque de nourriture et médicaments.

« Les colons entrent librement dans ma maison, et ils ne font rien », s'est agacé la semaine dernière Louai Abu Ridi. Ce citoyen palestino-américain, propriétaire d'une des maisons, est rentré en urgence vers Qusra. Les militaires « serrent même la main des colons. C'est comme s'ils étaient amis », dénonçait-il. Cette situation a suscité des condamnations massives à l'international, y compris de la part de l'ambassadeur américain Mike Huckabee.

Ce mercredi, l'armée israélienne a installé une nouvelle barrière sur la seule route menant à ces trois maisons, indique l'agence palestinienne Wafa qui y voit un isolement croissant de ces habitants. Un avant-poste des colons a été évacué par l'armée, qui a déclaré Qusra zone militaire, bloquant théoriquement l'accès aux civils. Mais les jeunes Israéliens continuent de rôder dans les alentours, indique le quotidien israélien Haaretz. P.HN

A Um al-Khair, un meurtre et des enfants harcelés

A quelques mètres de ce village palestinien, la colonie israélienne de Carmel s'étend au fil des années. Aujourd'hui, Um al-Khair (environ 200 habitants) est encerclée par la colonie, dans le sud de Hébron. En parallèle, les autorités israéliennes publient régulièrement des ordres de destruction pour des bâtiments du village bédouin. Un avant poste a été construit à quelques mètres des constructions d'Um al-Khair. Le Monde rapportait fin juillet que les colons avaient récemment pris illégalement possession d'une partie d'un terrain où se trouvent les sanitaires d'une famille (qui n'a donc plus accès à ses toilettes). La correspondante du Soir à Jérusalem témoignait au début de l'été que des enfants avaient été menacés par des colons sur le chemin de l'école.

En juillet 2025, Awdah Hathaleen, un activiste palestinien qui avait participé au documentaire *No Other Land*, primé d'un Oscar, a été tué à l'arme à feu par un colon. Le principal suspect avait été filmé en train de lui tirer dessus. Mais le lendemain de son arrestation, il a été libéré, le tribunal ne jugeant pas pertinente une assignation à résidence. P.HN